

Climat, énergie, biodiversité. Contribution du CESE à la Convention citoyenne

Déclaration du groupe des Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

Nous sommes en 2050 à Paris mais cela pourrait être dans n'importe quelle ville ou village en France. Deux fois moins de véhicules circulent pour laisser place aux piétons, vélos et transports collectifs propres, le périphérique est un boulevard urbain entouré d'espaces verts et de petites parcelles agricoles, la quantité de déchets a été divisée par deux, nous nous baignons dans la Seine, les toits des bâtiments produisent de l'énergie renouvelable. Les pics de pollution ne sont évoqués que dans les livres d'histoire ou les documentaires. Paris est une ville « *neutre en carbone* », elle compense 100% de ses émissions de gaz à effets de serre comme dans l'ensemble du territoire français.

À cette histoire, nous aimerions bien y croire. Pourtant, ce n'est pas la trajectoire que nous prenons alors que depuis 1970, les premiers rapports alertaient déjà sur le fait que notre modèle de développement n'était pas viable et durable.

« *La France est en retard* » : voici le message que les avis du CESE répètent sur les enjeux climatiques et l'érosion de la biodiversité. Le vœu du Gouvernement de faire « *des douze prochains mois ceux de l'accélération écologique* » ne semble que rhétorique. Les débats des dernières semaines sur l'utilisation de l'avion et la taxation du kérosène en sont des exemples. Celui sur la consigne en est un autre : aujourd'hui, il coûte plus cher aux producteurs de bière de laver les bouteilles que d'en acheter des nouvelles.

Nous nous accordons sur le constat mais impossible ici de faire un compromis pour remettre en cause nos modes de vie, de consommation et notre modèle de développement. Si nous ne prenons pas résolument le tournant de la transition écologique et solidaire, au-delà des périodes caniculaires que nous avons connu et qui seront encore plus longues et fréquentes, ce sont des millions de réfugiés écologiques qui se jeteront sur les routes avec l'inondation de zones fortement peuplées comme le Bangladesh ou les régions de Shanghai et Pékin en Chine mais aussi aux Pays Bas ou à Manhattan.

Nous saluons cet avis réalisé en un temps si court et dans un exercice collectif. Nous formulons un regret : l'avis présente plusieurs manques comme le logement mais aussi les questions éducatives. Merci à la présidente de section pour sa conduite des travaux et le rapporteur pour son engagement. En remettant les éléments produits par le CESE en perspective et dans le contexte législatif, en rappelant que la transition doit être écologique mais aussi solidaire, cet avis sera très utile dans le cadre de la convention citoyenne afin qu'il puisse nourrir la réflexion des 150 citoyens. Nous espérons également qu'il sera remis aux décideurs publics afin de rappeler

l'urgence climatique pour notre humanité et la mobilisation des organisations de la société civile sur ce sujet.

Le groupe a voté cet avis.